

PROJET PRÉSIDENTIEL DE
NICOLAS DUPONT-AIGNAN

37

propositions

pour une

France

libre

En 2012, avec Nicolas Dupont-Aignan, retrouvons notre liberté d'agir

FRANÇAIS, REPRENEZ LE POUVOIR !

Depuis 30 ans, les Français sont victimes d'alternances gauche/droite ratées. Les gouvernements se succèdent, mais pourtant rien n'est fait dans le sens de l'intérêt général. Esquivant les vrais débats, les partis politiques dominants privilégient les stratégies de communication et les batailles d'ego afin de conserver le pouvoir : le peuple n'a plus voix au chapitre. Il est donc grand temps de rendre enfin le pouvoir aux français. C'est à nous désormais de décider ce qui est bon pour notre pays !

1 CONSULTER LES FRANÇAIS SUR LES SUJETS MAJEURS

Notre pays souffre à juste titre d'un divorce profond entre sa classe politique et le peuple. C'est pourquoi je mettrai en place le référendum d'initiative populaire, afin de permettre aux français de mieux s'exprimer à tous les échelons de notre vie démocratique.

Je m'engage également à consulter les français directement par référendum pour toutes les réformes majeures dont dépend l'avenir de notre pays.



2 LE VOTE BLANC ENFIN RECONNU ET LE VOTE OBLIGATOIRE POUR TOUS !



Parce que la citoyenneté est un projet commun, **je propose que le vote soit rendu obligatoire**. Il sera ainsi possible de mesurer ce que représentent réellement les partis traditionnels dans l'esprit des français.

Dans le même temps, **je propose de reconnaître le vote blanc** afin de mieux prendre en compte le mécontentement de nos concitoyens.

J'instaurerai également une dose de proportionnelle pour les élections législatives et je ferai voter une loi interdisant à tout élu condamné pour des faits de corruption de se représenter à une élection.

3 RENDRE AUX ÉTATS LEUR LIBERTÉ D'ACTION ET LEUR INDÉPENDANCE

Depuis le « non » des Français au Traité Constitutionnel en 2005, l'ensemble des traités européens actuels (qui étaient intégrés à sa partie III) ne sont plus légitimes et doivent donc être renégociés.

Dans ce cadre, je les dénoncerai et proposerai à nos partenaires **une nouvelle Europe qui rendra aux États-nations leur liberté d'action** en supprimant toutes les structures relevant de l'inspiration fédérale anti-démocratique (Cour de Justice, Commission, Banque Centrale Européenne).

4 L'EUROPE À LA CARTE, UNE EUROPE UTILE

En lieu et place de l'Europe technocratique et uniformisatrice de la Commission de Bruxelles, **je propose de mettre en place des « agences de coopération européenne » à la carte**, organisées de manière souple et respectueuse des souverainetés nationales.

Nombreux sont les domaines où les pays membres gagneront à s'allier pour créer les Airbus et Ariane de demain (panneaux solaires du XXI^e siècle, voiture propre, lutte contre le cancer, universités européennes, biotechnologies...).



5 DÉFENSE NATIONALE : CE N'EST PAS À L'OTAN DE DÉCIDER POUR NOUS !

L'OTAN est un anachronisme qui date de la Guerre froide. Il est donc inadmissible que Nicolas Sarkozy soit revenu sur la décision du Général de Gaulle de 1966 : **la France n'a aucun intérêt à être sous la tutelle militaire des États-Unis !**

C'est pourquoi je sortirai la France du commandement intégré de l'OTAN et je fixerai un objectif de maintien de notre budget de défense à 2 % du PIB (hors pensions).

Je renouerai avec une politique étrangère fondée sur **le respect de l'indépendance et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**. Je m'appuierai pour cela sur l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie), qui sera consultée et mieux financée.



RELOCALISER UN MILLION D'EMPLOIS, C'EST POSSIBLE !

En 10 ans, la France a perdu près d'un million d'emplois industriels. Ce chômage de masse est la cause principale du déficit de la Sécurité Sociale et de la difficulté à financer nos retraites. Il empêche notre jeunesse de s'intégrer dans la société, il crée l'angoisse du lendemain, la peur du déclassement et une régression sociale inacceptable pour notre pays. C'est pourquoi le combat de l'emploi sera mon combat prioritaire. En effet, il est tout à fait possible de recréer un million d'emplois grâce à une nouvelle politique économique qui, comme au football, s'appuiera sur une « défense » solide (monnaie compétitive, protectionnisme intelligent, loi de patriotisme économique) et une « attaque » performante (plan industriel, baisse des charges pour les petites entreprises).

6 POUR FAVORISER LA PRODUCTION EN FRANCE : SORTIR DE L'EURO CHER

L'euro cher est une catastrophe pour notre économie. Et pour cause : mettre en œuvre une monnaie unique pour des économies si différentes conduit nécessairement à l'impasse. **Je propose donc de sortir de la monnaie unique pour passer à l'euro-franc.** Cette monnaie nationale sera intégrée à un nouveau système monétaire européen - dont l'euro pourrait rester l'unité de compte. Sa valeur flexible sera mieux adaptée à la structure de notre économie : dans la mondialisation, mieux vaut de la souplesse qu'un cadre rigide ! Nos entreprises pourront ainsi exporter davantage.



7 SE LIBÉRER DES MARCHÉS FINANCIERS

Depuis 1973, la France a renoncé au pouvoir de financer à 0 % par la Banque de France les grands investissements d'avenir de l'Etat, mécanisme ensuite sanctuarisé par les traités européens. Le monopole de la création monétaire a alors été offert aux banques privées, qui pourtant ne gèrent pas mieux l'inflation que les Etats ! **Je propose donc de reprendre le plein contrôle de notre politique monétaire afin de ne plus dépendre des marchés financiers.** La maîtrise de la création monétaire nous permettra de gérer avec rigueur et sérieux notre dette publique, aujourd'hui plombée par les intérêts d'emprunt dûs aux banques privées, qui se financent pourtant à 1% auprès de la BCE !

8 DES DROITS DE DOUANE POUR STOPPER LA CONCURRENCE DÉLOYALE

Le libre-échange déloyal provoque une course sans fin au moins-disant social, salarial, fiscal et environnemental. En effet, **la France ne peut pas conserver ses acquis sociaux et environnementaux et être en concurrence avec des esclaves en Asie !** C'est pourquoi nous rétablirons des règles commerciales équitables en mettant en place des droits de douane et des quotas, comme le fait la grande majorité des pays asiatiques ou d'Amérique Latine, afin de relocaliser l'activité en France. Le produit de ces taxes pourra être en partie affecté au financement de notre protection sociale.



9 LES ADMINISTRATIONS DEVRONT ACHETER DU « FABRIQUÉ EN FRANCE »

Notre déficit commercial bat des records. Je propose de mettre en place **un étiquetage précis des produits vendus en France de manière à connaître la part du « fabriqué en France ».**

Surtout, j'obligerai les administrations à acheter français à qualité équivalente. Je rétablirai un système d'actions préférentielles pour protéger nos entreprises stratégiques des OPA. Et enfin j'exigerai que **les produits importés soient soumis aux mêmes normes sanitaires et sociales que les produits français.**

10 MOINS DE CHARGES POUR LES ENTREPRISES QUI INVESTISSENT EN FRANCE

Les petites entreprises sont celles qui créent de l'emploi en France, elles ne délocalisent pas comme les grands groupes. Je mettrai en œuvre deux mesures fortes : **diminuer de moitié l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis sur le sol français** pour les entreprises de moins de 250 salariés, et exonérer de cotisations sociales pendant cinq ans le recrutement d'un chômeur de longue durée pour une TPE (moins de 10 salariés).

11 DES BANQUES SOUS CONTRÔLE POUR FINANCER L'ÉCONOMIE RÉELLE

La crise financière a révélé la monstruosité d'un système bancaire qui privatise ses profits mais collectivise ses pertes, tout en jouant l'argent des épargnants au casino sur des marchés anarchiques. Pour éviter les excès du passé, je mettrai en œuvre **la séparation des activités de banques d'affaires et de banques de dépôt**, je ferai établir des normes bancaires strictes en interdisant le « hors bilan » et les activités les plus spéculatives. Je ferai aussi développer **un pôle bancaire de service public plus important autour de la Banque Postale**, afin de financer les entreprises et ne pas utiliser l'épargne des français pour spéculer sur les marchés.

12 METTRE AU PAS LES SPÉCULATEURS

Aujourd'hui, l'économie réelle est soumise aux humeurs irrationnelles et exubérantes des marchés et à leurs intérêts privés. Il faudra par conséquent introduire un contrôle de mouvement des capitaux aux frontières afin de limiter la spéculation et en finir avec les « parasites fiscaux ». **Une Taxe Tobin d'au moins 0,1 % sur toutes les transactions financières sera instaurée avec les États européens volontaires dans le cadre de ce contrôle des capitaux.** J'instaurerai également un salaire maximum pour les entreprises dans lesquelles l'État a une participation afin qu'il ne soit pas possible de gagner plus de 36 fois le SMIC, quel que soit son niveau dans la hiérarchie de l'entreprise.



13 INVESTIR MASSIVEMENT DANS L'INNOVATION ET LA RECHERCHE

La France a créé les filières spatiale, aéronautique, ferroviaire ou nucléaire sous l'impulsion de l'État et sans le concours de la Commission européenne ou de M. Barroso !

En m'appuyant sur des pôles de compétitivité renforcés, qui associeront public et privé, écoles d'ingénieurs, universités, organismes de recherche et industrie, j'investirai dans les filières d'avenir dans le cadre du Plan (énergies renouvelables, transports non polluants, recyclage, biotechnologies), **en portant notre effort de recherche à 3 % du PIB** et en nous associant au cas par cas à des partenaires européens.

Je propose de redonner à l'État français le contrôle de sa recherche afin d'arrêter la casse de nos grands organismes de recherche par l'Union Européenne et de revaloriser le métier de chercheur. Je propose également de faire du doctorat un diplôme garant d'une formation et réajuster la grille de la fonction publique en conséquence. Enfin, je souhaite mieux distinguer enseignement et recherche, et mettre en place des comités d'évaluation distincts.

14 DES IMPÔTS PLUS JUSTES POUR UN BUDGET MIEUX ÉQUILBRÉ

Parce que des déficits excessifs menacent notre modèle social et que les premières victimes des plans d'austérité sont les plus modestes, je propose une gestion rigoureuse des finances publiques sans pour autant casser la croissance. Nous financerons ainsi toutes nos mesures par **les recettes générées par le retour de l'activité économique**, qui sera facilité par **la sortie de l'euro, le protectionnisme intelligent et la baisse des charges**.

Nous pourrions alors mettre en place des mesures de lutte contre les gaspillages, notamment en adoptant une fiscalité plus juste : réduction drastique des niches fiscales, rapprochement de la fiscalité des revenus du capital sur celle des revenus du travail, nouvelle tranche d'impôt sur le revenu à 50 % pour les revenus les plus élevés et réforme de la fiscalité des grands groupes (fin de la loi Copé).

Je mettrai également en œuvre un « **impôt de citoyenneté** », afin que chaque français qui réside à l'étranger soit soumis à une taxe minimale et ne soit pas encouragé à l'évasion fiscale : il ne sera ainsi plus possible de profiter de Saint-Tropez et des meilleurs hôpitaux français tout en résidant à Monaco sans contribuer à l'effort national français.

15 L'ÉCOLOGIE AU SERVICE DE L'EMPLOI : EN FINIR AVEC L'ÉCOLOGIE PUNITIVE



L'écologie est trop souvent conçue et mise en œuvre de manière punitive. C'est pourquoi je la mettrai au service de l'emploi : **création de pôles de compétitivité dédiés à l'environnement, formations universitaires et mise sur pied d'un grand service public du recyclage et des filières de substitution aux hydrocarbures (énergie, plastique)**.

Les DOM-TOM sont un atout considérable pour les énergies renouvelables : il faudra notamment produire du méthanol à partir de la canne à sucre aujourd'hui en déclin et mettre en place une action d'équipement en photovoltaïque des maisons et des toits de bâtiments commerciaux et industriels. Je propose également **la réquisition de Total** pour mieux réguler le prix de l'essence et afin qu'une partie de ses 10 milliards de bénéfices soit consacrée à la transition énergétique de la France plutôt qu'à être réinvestie dans le pétrole.

16 EXPLOITER NOTRE POTENTIEL MARITIME, NOTAMMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES DOM-TOM

Le domaine maritime est sans doute un des atouts les plus mal exploités de notre pays. Il emploie 300 000 personnes et génère plus de 50 milliards d'euros de valeur de production. La France est à la tête du deuxième plus grand espace maritime mondial avec 11 millions de kilomètres carrés, soit vingt fois la surface de notre pays. De cet espace, nous pouvons tirer richesse et indépendance.

C'est pourquoi **je propose de relancer la construction navale, de valoriser les fonds marins** (métaux précieux et rares, hydrocarbures), de développer notre politique portuaire et de **consolider et renforcer nos filières d'énergie marine renouvelable** (éolienne, hydro-éolienne et géothermie).

17 PERMETTRE À NOS AGRICULTEURS ET NOS PÊCHEURS DE VIVRE DE LEUR TRAVAIL

Notre agriculture meurt malgré le courage de nos agriculteurs, puisque les bas prix se font au détriment de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments. Il est inadmissible d'avoir abandonné nos agriculteurs au « dumping salarial » et sanitaire des marchés. Il faudra donc rétablir des prix de soutien minimaux (notamment un prix minimal garanti pour le lait), assortis si besoin de quotas pour éviter les surproductions.

Je restaurerai les aides directes aux agriculteurs et j'encadrerai les importations pour protéger notre production et la qualité de notre alimentation.

Pour la pêche, je propose de stabiliser les prix en réintroduisant des prix de soutien afin de permettre aux pêcheurs de vivre de leur travail. Je propose de mettre en place des taxes sur les importations de poissons en fonction des différentiels de coûts salariaux et de normes environnementales ainsi que des compensations en cas d'arrêts biologiques ou de danger d'extinction. Enfin, je propose de supprimer le permis à points européen qui, de toutes les façons, n'est pas appliqué de la même manière partout.



DES SERVICES PUBLICS POUR TOUS ET SUR TOUT LE TERRITOIRE

Tout sera mis en œuvre pour relancer la croissance, mais nous devons veiller dans ce cadre à bien irriguer tout le territoire - notamment grâce aux services publics. Or, depuis le Traité de Barcelone, accepté par le PS, le Modem et l'UMP, les services publics sont systématiquement privatisés et ouverts à une fausse concurrence qui les remplace par des oligopoles privés, qui augmentent les tarifs des usagers tout en réduisant leur qualité. Il est temps de renverser cette logique pour retrouver des services publics de qualité, meilleur marché et mieux répartis sur l'ensemble du territoire !

18 NATIONALISER EDF/GDF ET MIEUX CONTRÔLER LE NUCLÉAIRE

Si concernant l'énergie il faut se garder de toute décision hâtive, une chose est sûre : Fukushima montre que l'abandon du secteur au privé conduit à des économies irresponsables au détriment de la sécurité. **C'est pourquoi je fusionnerai EDF et GDF en les nationalisant à 100 %**. Je propose également de fermer les centrales nucléaires vieillissantes situées dans des zones sismiques et de renforcer la recherche sur les centrales de 4^e génération, plus sûres et plus propres. À long terme, je propose un rééquilibrage de notre filière énergétique en fonction du coût, du respect de l'indépendance nationale, de la sûreté et du respect de l'environnement en développant les énergies renouvelables (notamment le solaire).



19 EN FINIR AVEC LE SCANDALE DES AUTOROUTES : LA SUPPRESSION PROGRESSIVE DES PÉAGES

Je mettrai fin au processus de libéralisation dans les domaines du transport ferroviaire (en fusionnant RFF et la SNCF) mais aussi des autoroutes, dont les péages doivent servir à financer la construction des voies et l'entretien, et non les actionnaires privés : c'est pourquoi **je supprimerai progressivement tous les péages pour toutes les autoroutes « amorties »**. Bradées en 2006 par le gouvernement, les autoroutes doivent revenir dans le giron public. Je supprimerai dans le même temps tous les radars situés dans des zones non dangereuses pour les placer dans des endroits moins rémunérateurs mais réellement accidentogènes, et j'interdirai la vente d'alcool sur les autoroutes.

20 UN VRAI SERVICE PUBLIC DE LA SANTÉ : UN AGRÈMENT POUR TOUS LES NOUVEAUX MÉDECINS

L'envolée du prix des mutuelles prouve que notre système de santé se fracture en deux : d'un côté un service public standard, médiocre et minimal, de l'autre un secteur privé accessible uniquement aux plus riches. Parce que je refuse la santé à deux vitesses, je souhaite défendre notre système public, unitaire et solidaire, en le rationalisant quand il le faut (maisons de santé en zone rurale, refonte des barèmes, déremboursement des médicaments inutiles, dossier médical) et en assurant un vrai service public (lutte contre les déserts médicaux, réforme de la filière dentaire).

Chaque médecin devra en outre exercer 2 ans de sa carrière professionnelle dans une zone où l'on manque de professionnels de santé, et en particulier les territoires ruraux. Il s'agira d'un contrat d'intérêt général obligatoire entre l'Etat et chaque nouveau médecin dont la formation est payée par la collectivité et l'activité financée par la sécurité sociale.



21 LES SERVICES PUBLICS ... AU SERVICE DU PUBLIC !

Alors que le gouvernement actuel ferme de manière bureaucratique les hôpitaux, les bureaux de poste, les trésoreries, les écoles, appauvrissant ainsi les territoires, **je suspendrai toutes les fermetures afin de confier au ministère de l'Aménagement du Territoire la création région par région d'un schéma directeur intégré de l'ensemble des services publics**. Ce schéma sera élargi à l'ensemble des entreprises que nous remettrons dans le giron du service public (en particulier La Poste), et notamment dans les DOM-TOM où le caractère vital du service public est d'autant plus marqué que le territoire est reculé.

22 LES COMMUNES ET LES DÉPARTEMENTS, CELLULES DE BASE DE LA RÉPUBLIQUE

Il faut maintenir la commune et le département comme cellules de base de notre République.

Je propose donc de supprimer les conseils régionaux. Les assemblées régionales seront la simple émanation des conseils généraux, qui jouent un rôle déterminant dans le maillage du territoire et sa représentation.



DOPER L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE !

Effondrement des candidatures au CAPES, profond malaise des professeurs, jusqu'à 30 % des élèves qui sortent du système éducatif sans véritablement maîtriser les fondamentaux : notre école traverse une crise sans précédent !

Ce constat, conséquence des politiques menées par le PS comme l'UMP, doit nous conduire à une véritable remise en question. L'éducation doit ainsi devenir une des priorités majeures du prochain quinquennat. Le délabrement actuel imposera de commencer par reconstruire les fondations d'un système qui, jadis, a pourtant été un exemple pour le monde !

23 GARANTIR LES SAVOIRS FONDAMENTAUX

J'augmenterai le nombre d'heures hebdomadaires consacrées au français dans le cycle élémentaire de 10 à 16 h (comme en 1969) et je dédoublerai au maximum les classes de CP pour faciliter l'apprentissage de la lecture et limiter toute prise de retard.



24 RESTAURER L'AUTORITÉ DU PROFESSEUR ET DU MAÎTRE SUR SA CLASSE

La perte d'autorité des professeurs et des instituteurs est une des raisons majeures des problèmes actuels. C'est pourquoi je propose de réaffirmer l'autorité du conseil de classe pour les décisions de passage ou d'orientation, en limitant les possibilités d'appel, et de donner le pouvoir à tout professeur de convoquer un conseil de discipline sans avoir besoin de l'aval de l'administration. **Chaque élève gravement perturbateur devra pouvoir être exclu d'un établissement et pris en charge dans un environnement spécialisé, à vocation disciplinaire et éducative.**



25 DES ENSEIGNANTS MIEUX RÉCOMPENSÉS

Les coupes arbitraires d'effectifs et la dévalorisation de la condition enseignante ont créé un profond malaise dans un corps enseignant pourtant dévoué.

Il conviendra d'assurer une juste évaluation et valorisation du métier d'enseignant. Je propose donc de **mettre fin à la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux** et recruter 30 000 enseignants là où il y en a besoin (notamment du CP au CE2 pour assurer un meilleur apprentissage des fondamentaux). Il faudra également **mieux récompenser les enseignants dans les zones difficiles.**

En clair, il faudra s'en prendre à la haute administration pédagogique et responsable de l'échec actuel pour faire confiance aux instituteurs et professeurs qui se battent au quotidien sur le terrain, souvent avec foi et talent.

26 DÉMOCRATISER L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Depuis quelques décennies, nous assistons à une uniformisation de notre système sur le modèle anglo-saxon, avec un renchérissement du coût des études et une stagnation du niveau d'accès d'une génération aux études supérieures autour de 25 % contre 40 à 50 % dans beaucoup d'autres pays.

Je propose donc de **poursuivre l'effort budgétaire en faveur de l'enseignement supérieur pour qu'il atteigne 2 % du PIB dans 10 ans** et rattraper ainsi notre retard en renforçant le partenariat entre écoles, universités et IUT. Cette augmentation des moyens doit permettre **un accès plus démocratique à l'enseignement supérieur** par des bourses au mérite et la réduction des frais d'inscription. Pour éviter les problèmes d'orientation, je propose également une vraie sélection au mérite à l'entrée de l'université pour les filières qui ont des problèmes de débouchés. L'État devra également garantir la gratuité des concours pour les grandes écoles qui rackettent aujourd'hui les étudiants souhaitant les intégrer.

RÉTABLIR L'ORDRE JUSTE

Nicolas Sarkozy et Claude Guéant ont beau divertir les Français avec des statistiques tronquées et dérisoires, la réalité demeure sombre. Les violences aux personnes n'ont cessé de progresser depuis 10 ans (plus de 70 % depuis 2001), signifiant l'échec majeur de celui qui se disait pourtant « le premier flic de France ». Parce que cette violence touche d'abord les plus jeunes et les plus faibles, il faut absolument la faire reculer. C'est pourquoi j'en ferai une priorité du prochain quinquennat.

27 10 000 POLICIERS ET 20 000 PLACES DE PRISON EN PLUS

Je propose de **recruter 10 000 personnes pour combler intégralement les départs à la retraite** qui n'ont pas été remplacés depuis 2007, et de **construire 20 000 places de prison supplémentaires** pour permettre d'appliquer les peines et garantir des conditions d'incarcération décentes.



28 SUPPRIMER LES REMISES DE PEINE AUTOMATIQUES

Depuis des années, pour limiter la surpopulation carcérale et parfois par mansuétude vis-à-vis des coupables ou idéologie, les peines sont de moins en moins appliquées. C'est pourquoi je reviendrai sur la loi dite des « deux ans » votée en 2009 - qui exonère d'application les condamnés à des peines de moins de 2 ans - ainsi que sur la double peine. **Je supprimerai les remises de peine automatiques en appliquant au moins deux tiers des peines**, et j'instaurerai une véritable perpétuité légale.

Je m'attaquerai aux mafias qui contrôlent les réseaux de drogue et à la délinquance financière qui aide à blanchir cet argent. Les infractions financières les plus graves seront criminalisées.



GARANTIR LA LIBERTÉ SUR LE NET AFIN DE PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ CULTURELLE

La révolution numérique de l'Internet permet potentiellement l'accès de tous à l'ensemble des œuvres artistiques et culturelles dans le monde. C'est le rêve du « musée imaginaire » d'André Malraux à portée de main.



29 AUTORISER LE TÉLÉCHARGEMENT EN ABROGEANT LA LOI HADOPI

La révolution numérique est une chance inouïe qu'il ne faut pas laisser passer. Il faudra donc **abroger la loi Hadopi tout en rémunérant les auteurs grâce au mécanisme de la licence globale**, prélevée sur les fournisseurs d'accès à Internet.

Il n'y a pas de raison que cela soit toujours les citoyens qui payent pour accéder à la culture alors que les intermédiaires commerciaux s'enrichissent.

Il faudra en outre assurer la neutralité du net afin de garantir la confidentialité des échanges et faire échec au traité liberticide ACTA, afin qu'il ne soit pas transposé en droit français.

30 PROMOUVOIR L'ACCÈS À LA CULTURE ET LA CULTURE FRANÇAISE

Notre culture est un élément primordial de notre identité nationale, ce qui lie tous les citoyens de la République entre eux. La culture, c'est aussi une ouverture sur le monde, monde qui a toujours été friand de culture française. Mon ambition sera à la fois de promouvoir l'accès à la culture en France et de promouvoir la culture française dans le monde.

Je propose de **maintenir le traitement particulier de notre secteur culturel (prix unique du livre, protectionnisme culturel dans les domaines cinématographique, audiovisuel et musical)**. Je propose également un accès facilité aux musées nationaux, et j'encouragerai les échanges d'œuvres pour faire sortir la culture de Paris. Je propose également de renforcer la loi Toubon pour éviter l'usage abusif de l'anglais, notamment dans la publicité. Pour le rayonnement de notre pays, je propose de développer le réseau de lycées et collèges français à l'étranger et des alliances françaises.

VIVRE ENSEMBLE DANS UNE FRANCE PLUS HARMONIEUSE ET RASSEMBLÉE

La société marchande détruit le lien social, dresse les citoyens les uns contre les autres tout en rendant les classes sociales hermétiques entre elles. Je souhaite construire une France plus harmonieuse et plus tolérante, où chacun pourra trouver plus facilement sa place. Je souhaite une société qui favorise l'esprit de responsabilité car la France ne se redressera pas sans l'effort de tous, au profit de tous.

31 PERMETTRE UNE BIEN MEILLEURE INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA SOCIÉTÉ

Le traitement des handicapés est le meilleur signe du niveau de justice et de solidarité d'une société. C'est pourquoi je propose d'accélérer l'effort réalisé pour l'intégration de tous les handicapés dans la société et de faire de la France un pays modèle dans le monde (création de centres relais, développement du braille et de la langue des signes, intégration dans les écoles et dans le monde du travail). Pour cela, je propose aussi de **revaloriser le métier des auxiliaires de vie** qui aident les familles dont un des membres est atteint d'une maladie dégénérative type Alzheimer ainsi que les enfants handicapés. Enfin, il est essentiel **d'améliorer l'accès des enfants handicapés à la scolarité**, si possible dans le cursus standard, avec un accompagnement adéquat, sinon dans des classes spécialisées.



32 PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

Les gaullistes ont toujours fait avancer la cause des femmes, depuis le droit de vote en 1944 ou la pilule en 1967. Je propose de poursuivre les efforts dans ce domaine. Sous aucun prétexte, les principes constitutionnels de laïcité et d'égalité femmes / hommes ne doivent être bafoués sur le territoire de la République.

L'égalité salariale doit être l'objectif du quinquennat, chaque entreprise devra respecter la loi. Je propose de mobiliser les parquets pour appliquer enfin l'arsenal législatif en place pour lutter contre les violences conjugales et toutes les violences faites aux femmes.

33 FAIRE PROGRESSER LES DROITS DES CONSOMMATEURS



© Michael Nivelet - Fotolia.com

Aujourd'hui, les consommateurs subissent des dépenses contraintes de plus en plus élevées, sont noyés sous des informations de qualité diverse et manquent de recours efficaces en cas de problème du fait d'un rapport de force déséquilibré, notamment dans le domaine bancaire.

C'est pourquoi **je propose d'instaurer une « action de groupe » à la française** qui permettra aux consommateurs de mieux se défendre en poursuivant collectivement les entreprises qui ne respectent pas le droit à la consommation ou qui abusent de leur position dominante. Et pour limiter les effets négatifs des oligopoles, je propose soit de les **transformer en services publics ou d'imposer un service universel minimum** (banques, internet), soit d'assurer une meilleure concurrence (portabilité du compte bancaire). Enfin j'interdirai la publicité pour le crédit et mettrai en œuvre un meilleur contrôle des pratiques publicitaires.

34 RÉTABLIR LES FRONTIÈRES NATIONALES POUR MIEUX ASSIMILER

Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, **la frontière est une valeur positive, un symbole de tolérance**. Aujourd'hui, les « sans-frontiéristes » sont les alliés objectifs du capitalisme le plus sauvage, celui qui se sert de la main-d'œuvre immigrée pour peser à la baisse sur les salaires des Français et des étrangers réguliers. Ceux qui prônent l'abolition des frontières nationales font donc le jeu du nivellement économique et social par le bas et favorisent la loi du plus fort. Il faut bien évidemment au contraire protéger nos frontières pour défendre notre modèle social et environnemental et en finir avec la pensée unique « sans-frontiériste » qui fait le jeu de la haine et du racisme. Seul l'arrêt de l'immigration de masse pourra donc garantir le retour de la paix sociale dans notre pays. Le climat économique rend en outre plus difficile l'intégration des Français « récents » du fait du chômage de masse. Pour faciliter leur assimilation, **je propose donc de rétablir le contrôle à nos frontières afin de réduire de 50 % le nombre d'immigrants pour le prochain mandat (hors étudiants)**. Surtout, je souhaite mettre en œuvre une véritable tolérance zéro à l'égard de l'immigration clandestine aujourd'hui facilitée aux frontières nationales comme européennes. Enfin j'instaurerai un service civique d'une durée de 3 mois pour tous les jeunes Français.



35 LE CAPITAL-FORMATION : UNE SECONDE CHANCE POUR LES JEUNES SANS DIPLÔME

Les jeunes qui sortent sans formation du système scolaire ont des difficultés à se former s'ils veulent réorienter leur carrière. Je souhaite donc leur **offrir une seconde chance grâce à la sécurité professionnelle**. Chaque jeune qui sortira tôt du système scolaire disposera d'un « capital-formation » qu'il pourrait utiliser tout au long de sa vie.

36 LE PROGRÈS ÉCONOMIQUE POUR TOUS : LE CONTRAT DE PARTICIPATION

Il est vital de réconcilier les entrepreneurs avec les salariés, qui partagent en réalité les mêmes intérêts : c'est pourquoi il faut créer un système où tout le monde tirera profit du progrès économique. Ainsi, j'irai plus loin dans la participation en introduisant un tiers de représentants des salariés dans les Conseils d'Administration, en fixant un objectif de **15 % d'actionnariat salarié dans chaque entreprise** et en créant un statut spécifique pour les sociétés qui veulent aller plus loin tout en encourageant l'économie mutualiste. Je créerai également à côté du CDD et du CDI **un Contrat de Participation, qui intéressera directement le salarié aux bénéfices de l'entreprise**, en contrepartie d'un investissement plus important dans les décisions de la vie de l'entreprise.



37 DEUX MILLIONS DE FAMILLES PROPRIÉTAIRES SUPPLÉMENTAIRES EN 5 ANS

La démographie de la France est un atout qui nous permettra dans une génération seulement de redevenir le premier pays d'Europe. Aussi, **je proposerai une politique globale en faveur de la famille** (notamment le développement de l'offre de crèches et des tarifs « famille nombreuse »). Mais les familles souffrent aujourd'hui de l'envolée du prix de l'immobilier !

C'est pourquoi je propose de permettre en cinq ans l'accession à la propriété pour 2 millions de ménages à travers des prêts garantis par l'État, la vente d'une partie des logements HLM à leurs locataires et l'encadrement des loyers.



Pour une
**FRANCE
LIBRE**

**NICOLAS
DUPONT-AIGNAN**

11, quai Anatole France
75007 PARIS

Tél. 01 84 16 31 60
courrier@nda2012.fr

www.nda2012.fr